

Démocratie

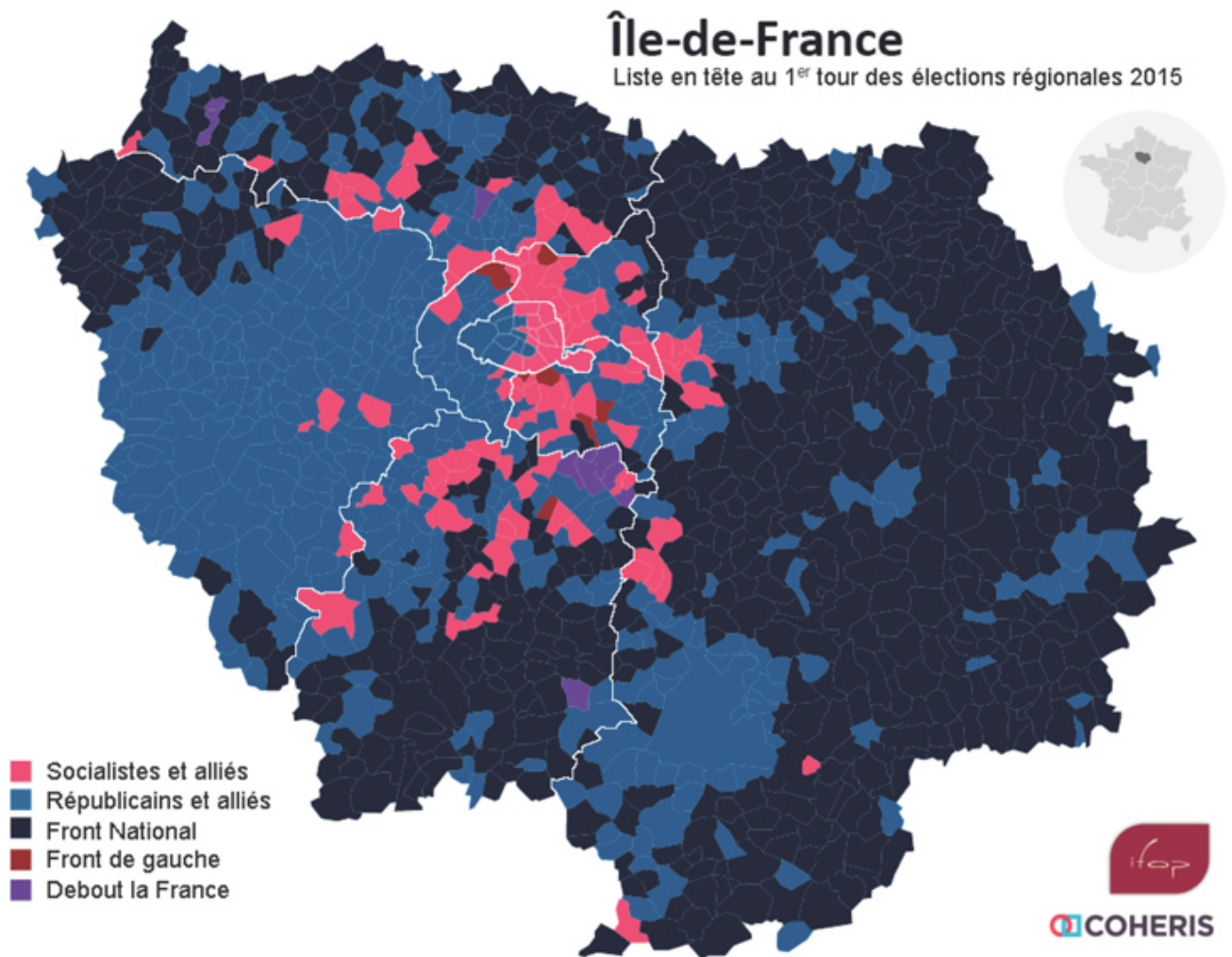
RÉGIONALES EN ILE-DE-FRANCE : VOTE PÉRIPHÉRIQUE CONTRE VOTE MÉTROPOLITAIN

Jérôme Fourquet, Sylvain Manternach

26/05/2016

Pour la série « Régionales en Ile-de-France », Jérôme Fourquet et Alain Mergier analysent l'impact, dans les comportements électoraux, de la distance par rapport à Paris, de la présence ou non de services ferroviaires ou encore du taux de logements sociaux.

L'analyse de la carte électorale au plan national montre que, comme depuis maintenant une dizaine d'années, le vote FN prospère dans les territoires ruraux et péri-urbains alors que son audience est plus limitée dans les principales agglomérations et dans leur immédiate périphérie. Dans la plupart des régions, il semble même que le vote FN obéisse à une loi de la distance par rapport aux grands centres urbains.



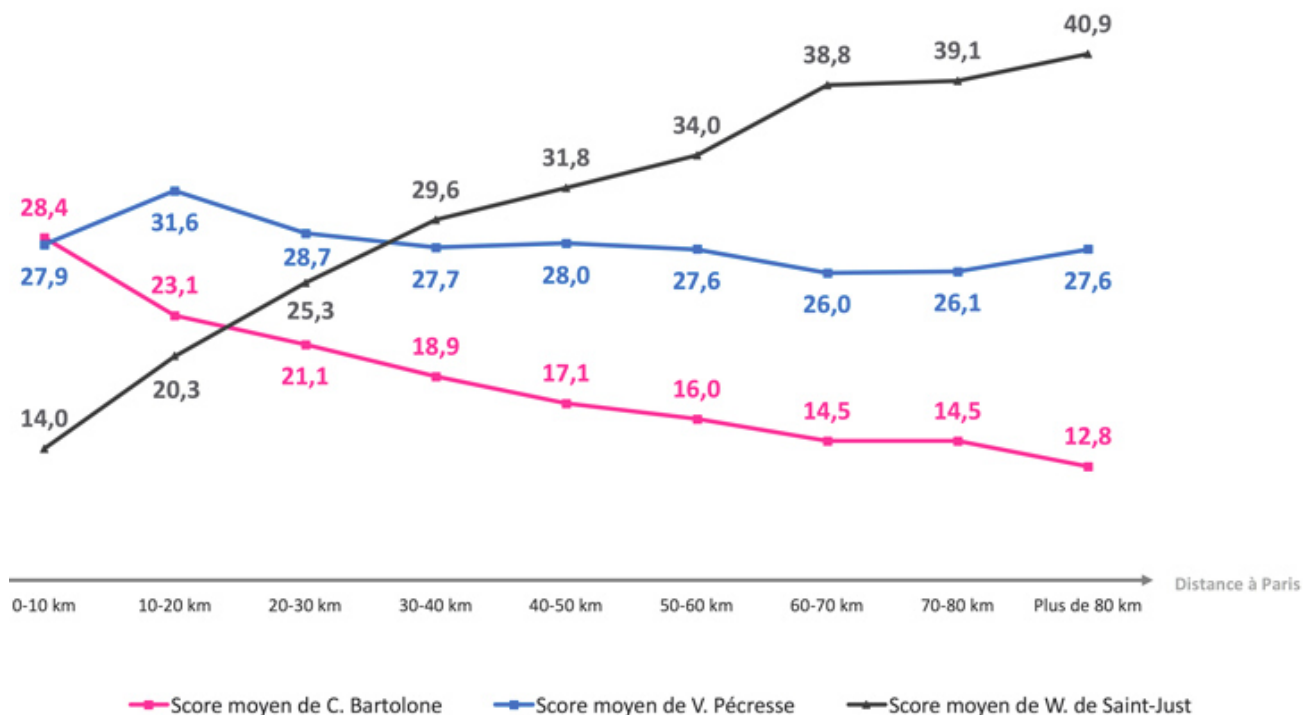
Le cas le plus emblématique et le plus caricatural est celui de l'Île-de-France. Le parti frontiste arrive en tête dans quasiment toutes les communes de Seine-et-Marne, mais aussi dans le sud de l'Essonne et en périphérie des Yvelines et du Val d'Oise. La gauche (principalement le PS) domine dans la majeure partie de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne et dans la moitié est de la capitale mais elle a quasiment disparu (si l'on prend, comme sur cette carte, le critère de la liste arrivée en tête au premier tour) de la grande couronne. La droite s'en sort mieux avec un ancrage dans les quartiers bourgeois du cœur de la métropole mais également des points d'appui assez nombreux en grande couronne, correspondant à des territoires ruraux ou péri-urbains plutôt préservés : régions de Fontainebleau, de Rambouillet ou de Saint-Germain-en-Laye.

Des votes FN et PS très fortement structurés par le degré d'éloignement au cœur de l'agglomération

Cette répartition des forces politiques dans l'espace francilien se confirme avec l'analyse de l'évolution des scores en fonction de la distance à Paris. Comme le montre le graphique suivant, le

score du PS décroît ainsi linéairement et spectaculairement au fur et à mesure que l'on s'éloigne de Paris, quand le vote FN suit une trajectoire totalement inversée.

Scores moyens au 1er tour des élections régionales de 2015 en Ile-de-France en fonction de la distance à Paris



Ce phénomène qui prend l'aspect d'une loi physique ou mathématique quasi-parfaite renseigne sur la puissance des ressorts qui structurent ce vote selon une logique géographique implacable. Plusieurs facteurs viennent se superposer et contribuer à cette distribution géographique très particulière. Celle-ci s'explique en premier lieu par la répartition des différentes catégories sociales dans l'espace. Les cadres et professions libérales et intellectuelles, réfractaires au vote FN, sont concentrés dans le cœur de la métropole alors que plus on s'en éloigne et plus la proportion des ouvriers, des employés et des commerçants et artisans, groupes sociaux les plus acquis au FN, sont surreprésentés dans la population locale. Non seulement les catégories populaires pèsent beaucoup plus dans le péri-urbain et la ruralité, ce qui avantage structurellement le FN, mais, de surcroît, elles votent davantage pour ce parti que leurs homologues qui résident dans ou à proximité du cœur de la métropole. Ce second facteur tient notamment au fait que les populations issues de l'immigration (qui votent très peu pour le FN) constituent une part significative des ouvriers et des employés vivant au centre de l'agglomération alors que ces mêmes classes sociales qui peuplent les zones péri-urbaines et rurales sont beaucoup moins liées à l'immigration.

Toute une partie de ce que certains appellent les « petits blancs » sont soit originaires de ces villages ou de ces petites villes situées à bonne distance de Paris, soit ont quitté l'agglomération parisienne pour devenir propriétaires et/ou « pour fuir la banlieue », emmenant avec eux leur bulletin de vote. Le climat d'opinion, qu'il s'agisse du rapport à l'autre ou du degré d'ouverture, va donc varier de manière très importante en seulement quelques dizaines de kilomètres. Mais cette distance produit également un sentiment d'éloignement et de relégation. Les habitants de ces territoires ruraux et péri-urbains sont ainsi à l'écart des lieux d'activités économiques les plus dynamiques et des centres de pouvoir. Le marché du travail local offre beaucoup moins d'opportunités en cas de perte d'emplois. Les services publics, les commerces et la vie associative et culturelle sont également moins présents que dans le cœur de la métropole. Tous les déplacements nécessitent l'usage de la voiture, ce qui vient grever le niveau de vie et sans doute alimenter le sentiment de relégation.

Le maillage ferroviaire a une incidence sur le vote

On mesure alors que la question du développement et de la modernisation des transports ferroviaires, qui constitue un dossier important pour la Région et qui fut débattu dans la campagne, revêt une dimension éminemment politique dans ces territoires. Grâce à la base de données Gédéon, outil très puissant développé par la société ADN et qui recense la présence ou l'absence de plus de 500 variables dans toutes les communes françaises, nous avons pu mener une analyse fine sur l'ensemble des communes de la grande couronne (Seine-et-Marne, Val d'Oise, Essonne et Yvelines). Avec l'aide de Guy Dumoulin de la société ADN, nous avons donc trié ces 1 156 communes selon qu'elles étaient ou non desservies par une gare RER ou Transilien, et dans le cas où elles n'étaient pas pourvues d'une gare, selon la distance qui les séparait de la gare la plus proche.

Comme le montre le tableau suivant, en grande couronne, le fait de résider à proximité immédiate ou plus lointaine d'un arrêt de RER ou de Transilien, et donc d'être relié au cœur de la métropole, influe comme la distance à Paris, sur le niveau de vote en faveur de certaines listes. Si le vote pour Valérie Pécresse demeure assez stable, on constate que le vote pour Claude Bartolone qui atteint en moyenne 22,9% dans les communes de ces quatre départements desservies passe à 20,4% dans les communes situées entre 5 et 10 kilomètres d'une gare et chute à 16,6% pour celles éloignées de plus de 10 kilomètres. Le vote FN connaît lui une trajectoire totalement inversée avec un score moyen de 35,1% dans ce type de communes contre seulement 22,6% dans les communes disposant d'une gare.

Le score moyen des trois principales listes au premier tour dans les communes de la grande couronne en fonction de la distance à la gare RER ou Transilien la plus proche

	Communes disposant d'une gare	Communes situées à moins de 5 kilomètres d'une gare	Communes situées entre 5 et 10 kilomètres d'une gare	Communes situées à plus de 10 kilomètres d'une gare
Score de V. Péresse	28,6 %	29,6 %	28,3 %	26,9 %
Score de C. Bartolone	22,9 %	22,4 %	20,4 %	16,6 %
Score de W. de Saint-Just	22,6 %	23,6 %	27,5 %	35,1 %

Dans les communes desservies, le PS parvient à faire jeu égal avec le FN au premier tour en grande couronne, mais il accuse un retard de 7 points dans les communes distantes de 5 à 10 kilomètres et le parti frontiste obtient en moyenne deux fois le score du PS dans les communes éloignées de plus de 10 kilomètres d'une gare.

On pourrait penser que la variation de ces scores en fonction de la distance à la gare la plus proche n'est en fait qu'une illustration supplémentaire du phénomène présenté précédemment à savoir le degré d'éloignement à Paris. Or, quand on analyse les résultats du premier tour, on s'aperçoit que dans une strate de communes situées à la même distance de Paris (par exemple entre 30 et 40 kilomètres), les votes PS et FN varient sensiblement et linéairement en fonction de la distance séparant la commune à la gare la plus proche.

A distance équivalente de Paris, les votes PS et FN varient selon l'éloignement d'une gare

	Communes situées entre 30 et 40 kilomètres de Paris	Communes situées entre 60 et 100 kilomètres de Paris		
	% Bartolone	% de Saint-Just	% Bartolone	% de Saint-Just
Communes desservies par une gare	21,8 %	26,9 %	18,7 %	34,3 %
Communes situées à moins de 5 Km d'une gare	18,8 %	29,6 %	16,9 %	35,8 %
Communes situées entre 5 et 10 Km d'une gare	17,5 %	30,8 %	14,9 %	38,6 %
Communes situées à plus de 10 Km d'une gare	16,3 %	35,3 %	12,4 %	41,4 %

Les deux effets se combinent donc : plus une commune sera distante du cœur de la métropole et plus le vote FN sera élevé et le vote PS sera faible. Et à égale distance de Paris, le vote socialiste sera plus fort dans les communes disposant d'une gare et déclinera ensuite dans les communes les plus éloignées de la gare, quand le vote frontiste obéira à une logique totalement inversée.

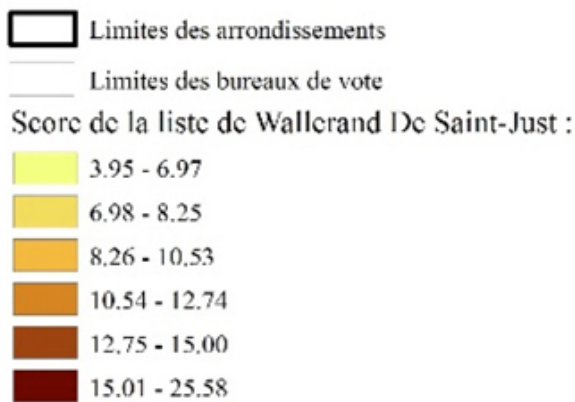
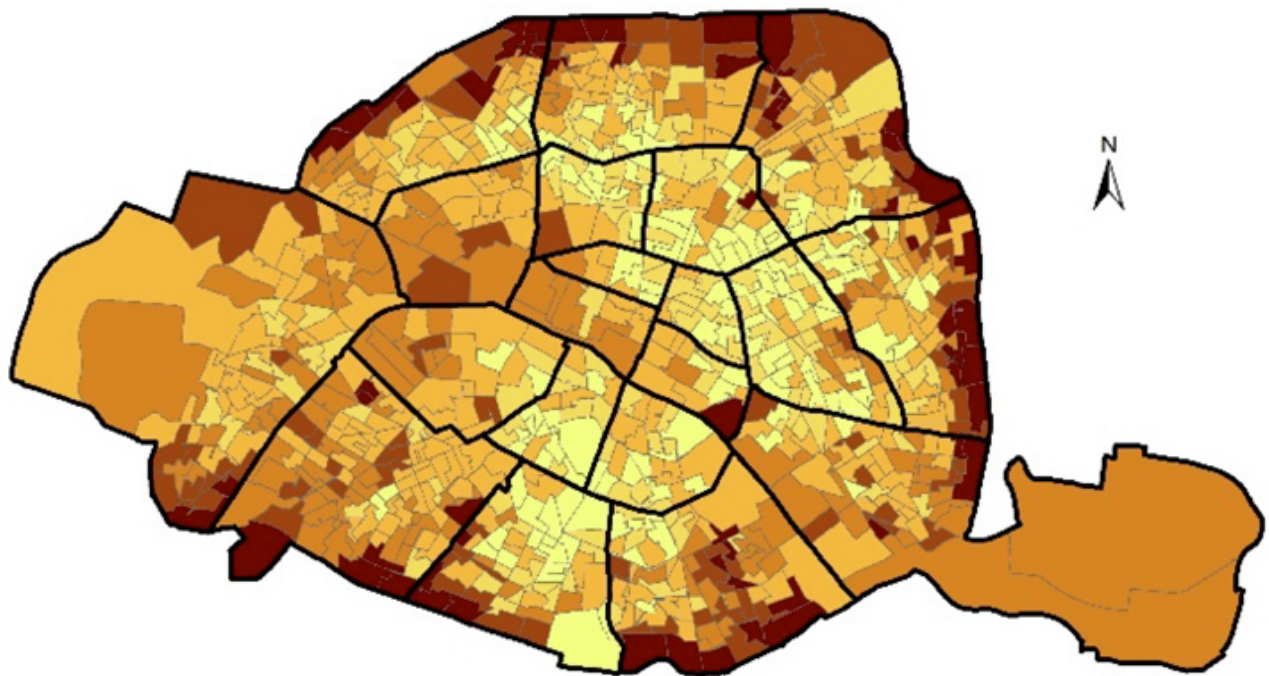
Il est frappant de constater que cette logique centre / périphérie s'observe également à l'échelle de Paris intra-muros. Comme le montre la carte suivante, la liste de Wallerand de Saint-Just a, en tendance, obtenu ses plus faibles résultats dans le cœur de la capitale. Et en revanche, un liseré foncé apparaît sur quasiment tout le long du périphérique, dans les arrondissements de droite comme de gauche, avec des scores oscillant entre 15% et 25% (contre 9,7% en moyenne sur la ville). Tous ces bureaux de vote ont le même aspect allongé sur la carte car ils correspondent aux

quartiers d'habitat social construits entre le périphérique et les boulevards des Maréchaux. Le clivage urbanistique et sociologique entre cette bordure populaire et l'intérieur de l'arrondissement souvent très marqué, se retrouve électoralement avec de puissants contrastes électoraux comme en témoignent par exemple le 20^{ème} ou le 14^{ème} arrondissement.

Election Régionale 2015 - Premier tour

Vote pour la liste conduite par Wallerand De Saint-Just

(en pourcentage des suffrages exprimés)



0 1 500 3 000 Mètres



Source : Ville de Paris, mars 2016.

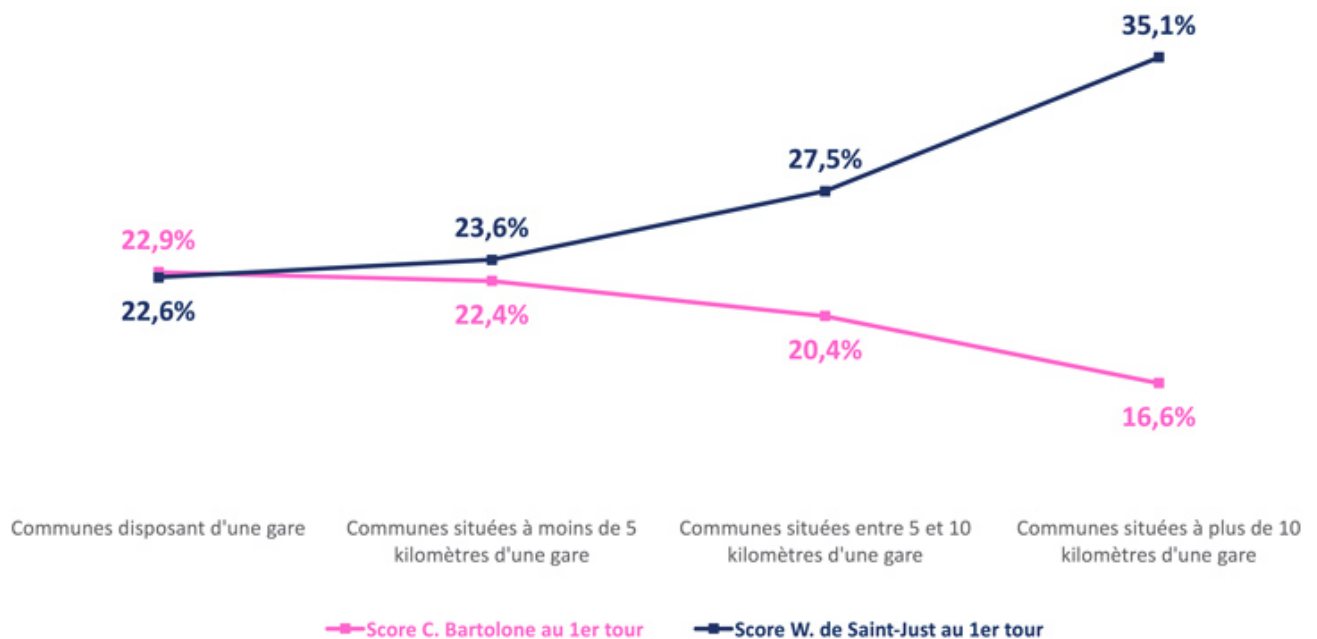
Conception, réalisation : Céline COLANGE
UMR CNRS 6266 IDEES, Université de Rouen.

Le logement social : un enjeu électoral majeur

Si la question des transports a occupé une place importante dans la campagne et si la présence ou l'absence de ces infrastructures influent sensiblement sur les résultats électoraux, il en va de même pour ce qui est du logement social. Compte tenu de la nature très tendue du marché de l'immobilier en Ile-de-France (région se caractérisant par une très forte demande de logements et notamment sociaux) et des très fortes disparités dans la composition du parc immobilier d'un territoire à un autre, la question des quotas de logements sociaux est traditionnellement sensible dans la région capitale. Lors de ce scrutin, le fait que Claude Bartolone, élu de Seine-Saint-Denis, département où la part de logements HLM atteint des sommets, soit candidat du PS et que son adversaire des Républicains soit une élue des Yvelines, département dont bon nombre de communes comptent très peu de logements sociaux, a conféré à cet enjeu une dimension symbolique et politique encore plus importante qu'à l'accoutumée avec en arrière-fond le quota minimum de 25% de logements sociaux exigé par la loi pour chaque commune francilienne d'au moins 1500 habitants appartenant à une unité-urbaine de plus de 50 000 habitants. Claude Bartolone annoncera notamment que la région n'accorderait aucune aide régionale aux maires qui ne prendraient pas l'engagement de se lancer et de programmer la construction de 25% de logements sociaux. Il mettra également en avant son attachement à ces quartiers notamment quand en fin de campagne, il portera plainte « au nom de tous les miens, qui viennent des quartiers populaires » pour diffamation contre le maire Les Républicains de Juvisy-sur-Orge, Robin Reda.

Quand on analyse la variation du rapport de forces en fonction de la proportion de logements sociaux dans la commune, on comprend mieux pourquoi gauche et droite se sont violemment empoignées sur la question du quota minimum de logements HLM par commune. En effet, comme le montre le graphique, si le vote FN varie assez peu en fonction de cette variable, les résultats de la gauche et de la droite au second tour y sont très puissamment corrélés.

Les scores du second tour en fonction de la proportion de logements sociaux dans la commune (communes de plus de 1500 habitants appartenant à une aire urbaine de plus de 50 000 habitants)



Non seulement les scores de la gauche et de la droite varient très fortement et dans des proportions inversées en fonction de ce paramètre, mais on constate de surcroît qu'alors que la droite domine très largement dans les strates de commune comptant la plus faible part de logements sociaux, c'est précisément à partir du seuil de 20 % de logements sociaux (seuil minimum initialement fixé par la loi) que le rapport de forces entre la gauche et la droite s'équilibre avant de basculer clairement en faveur de la gauche passée la barre de 30 % de logements sociaux. Le débat sur le quota minimal de logements HLM par commune ne renvoie donc pas seulement à des considérations idéologiques ou urbanistiques et paysagères, il y a aussi des implications électorales très concrètes. Et si selon la célèbre formule d'Yves Lacoste « la géographie, ça sert d'abord à faire la guerre », on serait tenté de dire que « l'urbanisme, ça sert aussi à gagner des élections ».

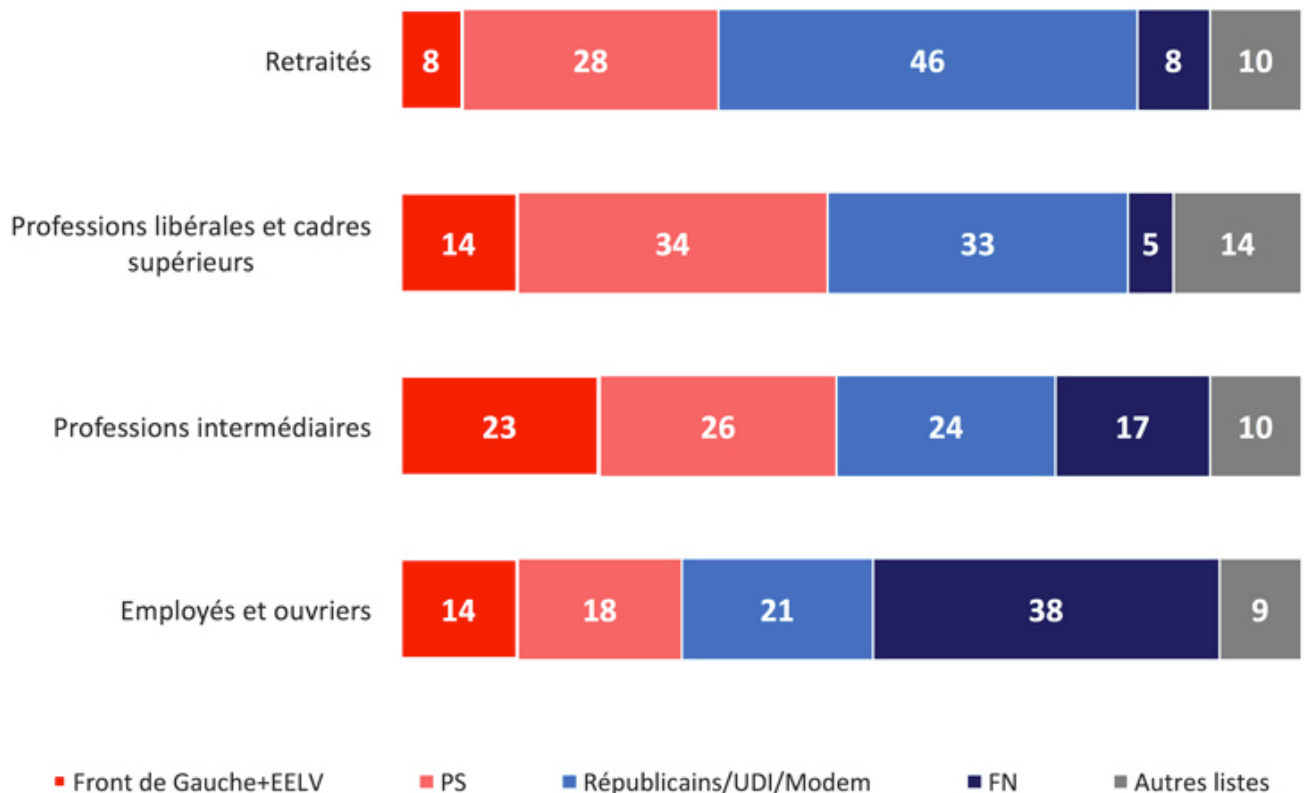
Une sociologie très marquée des principaux électeurs

Comme nous l'avons vu, il existe une forte corrélation entre proportion de logements sociaux dans une commune et vote en faveur de la gauche. Peut-on pourtant en déduire que les catégories populaires franciliennes ont majoritairement et massivement voté pour la gauche ? Les données de sondage montrent que cette hypothèse ne se vérifie pas. La gauche dans son ensemble est minoritaire parmi les ouvriers et les employés et c'est au contraire parmi les CSP+ qu'elle obtient ses meilleurs résultats. Cette divergence selon ces deux approches (analyse du vote selon le taux de logements sociaux et selon la proportion d'employés et d'ouvriers) s'explique d'une part par le fait que les ouvriers et employés ne résident pas (ou plus) majoritairement dans les logements HLM, qui sont souvent occupés en Ile-de-France par une population encore plus modeste (demandeurs

d'emplois, inactifs, ...) et, d'autre part, par le fait que les quartiers de grands ensembles comptent souvent une importante population issue de l'immigration. Cette variable ethnoculturelle entre en concurrence avec la traditionnelle variable sociologique et introduit une ligne de clivage supplémentaire au sein des catégories populaires avec des personnes issues de l'immigration votant, comme on va le voir (cf note n°4), très majoritairement à gauche, et des catégories populaires non issues de l'immigration récente, votant plus fréquemment pour le FN ou pour la droite.

Comme l'indiquent les données d'un sondage Ifop réalisé du 24 au 26 novembre 2015, la liste de Claude Bartolone obtient au premier tour son score le plus élevé parmi les professions libérales et cadres supérieurs (34%), le niveau chute ensuite dans les classes moyennes mais atteint encore 26% puis décroche à 18% dans les catégories populaires, qui ont donc deux fois moins voté pour le Parti socialiste que les CSP+... La sociologie du vote Parti socialiste à ce scrutin n'a donc plus grand-chose à voir avec la sociologie traditionnelle et historique du vote de gauche et il est d'ailleurs frappant de constater que la structure du vote Bartolone par catégorie socioprofessionnelle correspond quasiment au point près à celle du vote Pécresse à tel point que l'on peut parler de gémellité sociologique entre ces deux électorats. Une différence de taille néanmoins et qui a pesé très lourd dans ce scrutin : la très large assise de la droite parmi les retraités : 46% dès le premier tour contre seulement 28% pour le Parti socialiste.

Les intentions de vote pour le premier tour selon les catégories socio-professionnelles en Ile-de-France



Cette prime massive parmi les seniors confère à la droite son avance globale sur la liste PS. Elle explique également que le vote Pécresse demeure constant au fur et à mesure que l'on s'éloigne de Paris alors que, comme on l'a vu, sous l'effet de l'inégale répartition des différentes classes sociales sur le territoire régional et de la forte concentration des CSP+ dans le cœur de la métropole, le vote Bartolone décline très rapidement quand on s'écarte de Paris.

Le vote Front national suit lui une trajectoire totalement inversée qui s'explique là aussi sociologiquement. Plus on descend dans l'échelle sociale (et plus on s'éloigne de Paris) et plus ce vote se renforce. Seuls 5% des CSP+ ont voté pour Wallerand de Saint-Just, ce fut le cas de 17% des professions intermédiaires et de 38% des employés et ouvriers (soit le double du score du Parti socialiste). Même en additionnant les scores du Parti socialiste, du Front de Gauche et de l'EELV, le total des voix de gauche n'atteint au premier tour que 32% dans les catégories populaires franciliennes, le Front national étant encore devant.